

Cote du document: EB 2020/130/R.5
Ordre du jour: 4 iii)
Date: 13 août 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Note d'information — Associer les jeunes ruraux à l'action du FIDA: que faire pour que la voix des jeunes soit entendue dans l'action menée?

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Paul Winters

Vice-Président adjoint
Département de la stratégie et des savoirs
téléphone: +39 06 5459 2189
courriel: p.winter@ifad.org

Margarita Astralaga

Directrice
Division environnement, climat, genre
et inclusion sociale
téléphone: +39 06 5459 2151
courriel: m.astralaga@ifad.org

Tom Mwangi Anyonge

Spécialiste technique principal
téléphone: +39 06 5459 2519
courriel: t.anyonge@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trentième session
Rome, 8-11 septembre 2020

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé	iii
I. Introduction	5
A. Pourquoi la voix des jeunes ruraux est-elle importante?	5
B. La volonté du FIDA de mobiliser les jeunes ruraux	5
C. Objectif et méthode	6
II. Récapitulatif des expériences	6
A. Évaluation des modalités de mobilisation des jeunes	6
B. Consultations menées auprès des jeunes	7
C. Bilan et principales observations	7
III. Pourquoi le FIDA doit-il adopter une approche en matière de mobilisation des jeunes?	8
A. Raison d'être	8
B. Théorie du changement	9
C. Fondement conceptuel des quatre scénarios	10
D. Quels rôles pour les jeunes ruraux?	10
IV. Définir les quatre scénarios	11
A. Scénario 1: Créer un nouveau conseil consultatif de la jeunesse rurale	11
B. Scénario 2: Collaborer avec les conseils de la jeunesse existants	12
C. Scénario 3: Maintenir une collaboration dynamique avec les plateformes et réseaux existants axés sur les jeunes	12
D. Scénario 4: Une approche à assise communautaire pour que la voix des jeunes soit entendue dans l'action menée	13
E. Suivi	15
F. Estimation des coûts	15
V. Conclusions et prochaines étapes	15
A. Élaboration et mise en œuvre d'une approche à assise communautaire	16
B. Prochains jalons et étapes	16
Annexes	
I. Une approche à assise communautaire de terrain pour faire en sorte que la voix des jeunes soit entendue (résumé du document de conception de l'approche)	
II. Cadre logique et budget	
Appendice	
I. Reference	

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CSST	Coopération Sud-Sud et triangulaire
ECG	Groupe de coopération pour l'évaluation
FIDA11	Onzième reconstitution des ressources du FIDA
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Résumé

1. La présente note d'information a pour objectif de formuler des recommandations visant à renforcer la participation des jeunes aux mécanismes de gouvernance du FIDA, à tous les niveaux. Il s'agit de l'un des éléments clés du Plan d'action en faveur des jeunes ruraux, destiné à donner suite à l'engagement pris dans le cadre de la Onzième reconstitution des ressources du Fonds (FIDA11), à savoir tenir davantage compte des jeunes dans les investissements du FIDA, face au défi que représente le chômage de jeunes. Quatre scénarios ont été élaborés à partir des consultations régionales approfondies organisées auprès de jeunes, femmes et hommes, vivant en milieu rural, de l'expérience du personnel de terrain du FIDA en matière de collaboration avec des groupes cibles spécifiques, des avis des principales parties prenantes, des enseignements tirés des activités d'autres organisations et organismes des Nations Unies, ainsi que d'un examen des ressources et de la documentation relatives à la mobilisation des jeunes. C'est le scénario 4 qui a été recommandé, à savoir: une approche à assise communautaire, destinée à faire entendre la voix des jeunes dans les actions menées par le truchement de mesures concrètes. Cette approche vise à s'attaquer aux facteurs qui empêchent les jeunes ruraux, dont les revendications sont actuellement fragmentées au niveau local, de se structurer.
2. Les mesures prises pour donner suite au scénario 4 peuvent contribuer à faire entendre la voix des jeunes et à les associer efficacement aux mécanismes d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies de pays et des projets. Elles peuvent également s'intégrer dans une stratégie visant à "agir pour le bien", c'est-à-dire à former des groupes de pression locaux participant à l'élaboration des politiques. Des synergies concrètes seront établies avec le scénario 2, par des collaborations systématiques avec les réseaux régionaux et les conseils mondiaux de la jeunesse existants. Les priorités à assise communautaire ayant trait aux jeunes et les connaissances y relatives acquises dans le cadre des activités du FIDA viendront compléter les mécanismes régionaux et mondiaux d'apprentissage et de sensibilisation, ce qui passera par une coordination étroite avec l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim¹ et le Forum de la jeunesse du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.
3. Des consultations officielles se tiennent actuellement aux côtés du conseil d'administration provisoire de l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim, en vue de parvenir à instaurer une coopération fonctionnelle efficace. Un accord a été conclu avec les membres du conseil provisoire afin de recenser les principaux domaines de travail complémentaires et les modalités appropriées aux fins de la mise en œuvre des synergies entre les deux organes (voir annexe 1).

¹ Le Conseil de la jeunesse des organismes ayant leur siège à Rome a été lancé lors de la quarante et unième session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Nations Unies), qui s'est tenue en juin 2019. Cependant, au fur et à mesure de sa mise en place, celui-ci s'est progressivement transformé en une initiative plus autonome et indépendante, baptisée "Conseil de la jeunesse pour l'élimination de la faim". Un groupe de travail composé de jeunes et de hauts représentants d'organisations nationales et internationales de jeunes élabore actuellement sa vision stratégique, ses principes de fonctionnement, ses lignes directrices organisationnelles et son cadre de collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome. À ce jour (juin 2020), l'Alliance de la jeunesse s'articule autour de son conseil d'administration provisoire et de groupes de travail chargés de faciliter l'interaction avec les organismes ayant leur siège à Rome et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Elle entend par ailleurs mettre en place un réseau consultatif de représentants des organismes ayant leur siège à Rome et d'autres entités d'appui privées ou publiques, en vue de faciliter la communication bilatérale. L'International Agri-Food Network (Réseau international agroalimentaire) en assurera les fonctions de secrétariat jusqu'en décembre 2020, mais le conseil est à la recherche d'une autre organisation hôte.

Ces derniers ont uni leurs efforts pour:

- i) Élaborer un mémorandum d'accord sur leur coopération;
- ii) Formuler des stratégies de mobilisation concernant l'approche locale, en vue d'apporter une valeur ajoutée aux travaux de l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim aux niveaux régional et mondial;
- iii) Cartographier les entités relatives aux jeunes, en vue d'établir une collaboration efficace;
- iv) Associer l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim au déploiement de l'approche à assise communautaire, afin qu'elle puisse examiner ce mécanisme et y contribuer autant qu'il conviendra;
- v) Cette approche sera mise à l'essai dans cinq pays (un dans chaque division régionale) et sera ensuite progressivement intégrée dans les activités découlant des programmes de pays durant FIDA12 et au-delà.

I. Introduction

A. Pourquoi la voix des jeunes ruraux est-elle importante?

1. Les 1,2 milliard de jeunes que compte la planète représentent une part importante de la population mondiale mais n'ont pas de moyen officiel de se faire entendre². Pourtant, ils ont un immense potentiel en tant que vecteurs de changement, si tant est qu'on leur attribue un rôle approprié dans le processus de développement. Dans son Rapport sur le développement rural 2019, le FIDA illustre, par le truchement d'exemples, de quelle manière les efforts déployés pour travailler aux côtés des jeunes peuvent stimuler le processus de transformation rurale en faisant fond sur la vague de changements technologiques rapide et sans précédent qui déferle sur le monde.
2. Étant donné que la population de jeunes est diversifiée et que ses membres font face à des difficultés et des possibilités différentes selon leur situation dans le continuum rural-urbain, les jeunes peuvent apporter une perspective unique sur les questions spécifiques au contexte qui les concernent et ils sont les mieux placés pour dégager des solutions viables aux fins de la mise en œuvre de politiques et de programmes adaptés aux jeunes. Pourtant, les jeunes ont rarement accès aux circuits qui leur permettraient d'influer sur les décisions et sont exclus des mécanismes de gouvernance aux niveaux national, régional et mondial. L'agriculture durable étant essentielle si l'on entend nourrir le monde et éviter les crises climatiques et environnementales, il est indispensable de collaborer avec les jeunes agriculteurs et agripreneurs afin d'exploiter leur potentiel de transformation.
3. La pandémie de COVID-19 aura probablement des répercussions à long terme sur les jeunes vivant dans les zones rurales. En effet, le taux de chômage va encore augmenter et la pandémie provoque déjà des pertes d'emplois massives et exacerbe les difficultés liées aux revenus et à la main-d'œuvre agricole. Les groupes vulnérables et à faible revenu, en particulier les femmes et les jeunes, subissent ces conséquences de plein fouet. Les jeunes sont également plus susceptibles de quitter les villes et de regagner les zones rurales, en raison de la pénurie d'emplois et de la propagation de la maladie, qui est beaucoup plus rapide dans les bidonvilles surpeuplés.

B. La volonté du FIDA de mobiliser les jeunes ruraux

4. Pour rendre l'agriculture attrayante auprès des jeunes, il conviendra d'adopter des mécanismes de mobilisation susceptibles de nourrir les aspirations des jeunes et de faire place à leurs idées, ce qui permettra de mieux adapter les interventions à leurs besoins réels. Les politiques et les investissements visant à promouvoir une plus vaste transformation du monde rural doivent être associés à des actions ciblées qui permettront de mettre en œuvre ces politiques de façon à offrir de meilleures perspectives aux jeunes. Trivelli et Morel³ expliquent que la grande majorité des approches visant à promouvoir la participation des jeunes dans les pays en développement sont dépourvues de mécanismes ciblés de participation des jeunes ruraux.
5. Le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et le Plan d'action en faveur des jeunes ruraux tiennent compte de la nécessité d'intégrer les besoins et les aspirations des jeunes vivant en milieu rural dans les activités du FIDA. Tandis qu'il cherche des moyens d'accroître son impact au titre de FIDA12, le Fonds estime que les jeunes sont au cœur de la réalisation de bon nombre des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il est nécessaire d'adopter des approches

² Ils sont ainsi plus susceptibles de s'engager dans des activités nuisibles qui coûtent cher à la société et qui freinent la croissance économique.

³ Carolina Trivelli et Jorge Morel, *Rural youth inclusion, empowerment and participation*, document de référence destiné au Rapport sur le développement rural 2019 du FIDA.

dynamiques qui permettront aux jeunes de faire entendre leur voix dans les processus décisionnels et les activités liées aux programmes de pays.

C. Objectif et méthode

6. La présente note d'information vise à définir une nouvelle approche destinée à associer les jeunes à la prise de décision du FIDA. En tant que composante majeure du Plan d'action en faveur des jeunes ruraux (domaine d'action 4), qui contribue à la réalisation des engagements pris au titre de FIDA11, cette approche permettra de stimuler les efforts déployés en vue d'accroître le taux d'emploi des jeunes dans les pays en développement.
7. La présente note d'information est fondée sur plusieurs axes de travail, notamment neuf études de cas relatives à des mécanismes de participation des jeunes⁴ relevant d'organismes des Nations Unies, d'organes supranationaux et d'organismes de développement, ainsi que sur des initiatives du FIDA telles que le Forum des peuples autochtones et le Forum paysan, qui se tiennent tous les deux ans. Les personnes chargées d'élaborer ce document se sont efforcées d'écouter les jeunes dans les différentes régions et de recueillir les points de vue du personnel des bureaux de pays et des pôles régionaux du FIDA. Les enseignements tirés sous-tendent les recommandations formulées dans le présent document.

II. Récapitulatif des expériences

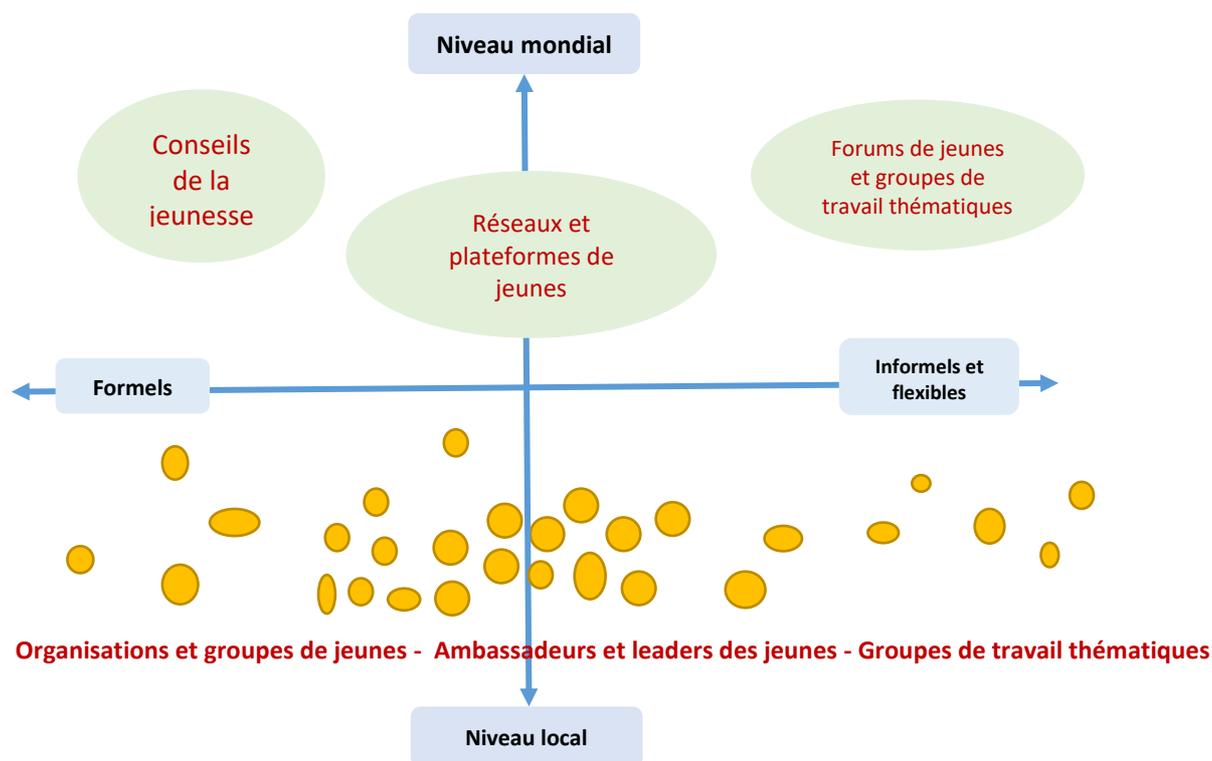
A. Évaluation des modalités de mobilisation des jeunes

8. Les mécanismes de mobilisation des jeunes, tels que les conseils consultatifs, les forums et les réseaux dirigés par des jeunes, ont été examinés sous deux angles différents: i) fonctions et représentation; ii) modalités de gouvernance.
9. On trouvera à la figure 1 ci-après les conclusions de ces évaluations, inscrits sur deux axes principaux. L'axe horizontal illustre le passage de modalités formelles à des modalités plus informelles et plus souples, tandis que l'axe vertical représente l'éventail des niveaux de gouvernance, en commençant par le niveau mondial et en descendant jusqu'au niveau local. La quasi totalité des expériences analysées avaient trait à une mobilisation formelle, dans le cadre de fonctions consultatives au niveau international, au sein d'organismes internationaux où les mécanismes sont essentiellement basés au siège et où les possibilités de lancer des actions à assise communautaire sont limitées. Il reste donc des obstacles à l'élaboration d'une approche opérationnelle qui relie efficacement les initiatives à assise communautaire aux niveaux d'action verticaux (mondial, national, régional et local). Ce constat met en évidence l'immense difficulté qu'il y a à regrouper les voix fragmentées des jeunes au niveau des communautés, à élargir leur participation et à faciliter la mise en place d'une collaboration structurée avec la population des jeunes ruraux qui sont difficiles à toucher⁵.

⁴ Forum européen de la jeunesse; Conseil consultatif mondial de la jeunesse, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; Conseil consultatif de la jeunesse, Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat); Forum des jeunes, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); Conseil consultatif de la jeunesse Tunza, Programme des Nations Unies pour l'environnement; Groupe mondial des jeunes autochtones, Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII); Conseil européen des jeunes agriculteurs; association intégrale des réseaux de jeunes ruraux en El Salvador (AREJURES); association de jeunes entrepreneurs (ASOJE).

⁵ Ces défis sont également ressortis dans le cadre du Forum paysan, ce qui a finalement conduit à l'adoption d'un processus de consultation décentralisé axé sur les niveaux régional et national dans l'optique de le rapprocher de la base et d'améliorer les synergies avec les opérations du FIDA.

Figure 1
Caractéristiques de l'évaluation



B. Consultations menées auprès des jeunes

10. Lors des consultations régionales, les jeunes ont rappelé combien il était nécessaire d'adopter des approches participatives et différenciées en matière de mobilisation des jeunes. Ils ont souligné la nécessité d'adopter des approches qui correspondent aux différents contextes socio-économiques et politiques auxquels les jeunes doivent faire face. Ainsi, le succès des mécanismes participatifs dépend en grande partie de la capacité à trouver la bonne formule pour chaque contexte⁶. Conformément au principe visant à "Ne pas faire de laissés-pour-compte", cette affirmation s'applique aux efforts déployés pour élaborer une approche relative à la mobilisation des jeunes au sein du FIDA, car une telle approche ne peut aboutir que si elle peut être adaptée à chaque contexte opérationnel spécifique.

C. Bilan et principales observations

11. Parmi les questions clés qui se posent, on peut notamment citer la fragmentation des voix des groupes de jeunes existants, des ambassadeurs et leaders et des cercles de jeunes, qui empêche une réelle prise en compte de leurs opinions au niveau des communautés⁷. Les jeunes ruraux sont moins connectés, plus isolés et souvent incapables de formuler de manière cohérente les questions qui les concernent par le truchement des conseils et des plateformes de jeunes déjà en place aux niveaux local, national, régional et mondial. Cette conclusion est conforme au Rapport sur le développement rural, qui a passé en revue 54 mécanismes spécifiquement liés à la participation des jeunes⁸.

⁶ Rapport sur le développement rural (2019).

⁷ ONU-Habitat (2011), UNESCO (2017).

⁸ Carolina Trivelli et Jorge Morel, *Rural youth inclusion, empowerment and participation*, document de référence destiné au Rapport sur le développement rural 2019 du FIDA.

12. Il est donc suggéré de s'employer tout particulièrement à regrouper les revendications des jeunes aux niveaux local et national. Le fait de structurer la voix des jeunes au niveau communautaire permettrait d'aller encore plus loin et servirait un double objectif: consolider la mobilisation de la jeunesse au niveau local et créer un espace permettant d'atteindre les jeunes ruraux marginalisés. Cela permettrait également de mieux intégrer les jeunes qui se heurtent à de multiples difficultés, tels que les jeunes handicapés et les jeunes autochtones, dans un cadre adapté à leur culture.
13. Les jeunes constituent un groupe hétérogène, c'est pourquoi il convient d'adopter des approches dynamiques et différenciées, adaptées à chaque contexte opérationnel, en particulier au niveau local, où les jeunes ont des besoins très particuliers et où ils risquent davantage d'être exclus. Les jeunes ont soulevé cette question lors des consultations, au cours desquelles ceux qui sont actuellement membres d'organisations paysannes ont fait remarquer que leur participation à la prise de décision et leur présence à des postes de direction étaient limitées. Cela est tout particulièrement vrai pour les jeunes femmes autochtones vivant en milieu rural et les jeunes femmes handicapées, qui sont susceptibles de subir quatre fois plus de discriminations. Les jeunes ont demandé au FIDA d'adopter des formes de mobilisation différenciées et d'appliquer des modalités qui tiennent compte de la diversité des réalités des jeunes, leur donnent la possibilité de penser librement et de manière innovante, et leur permettent de façonner leurs propres voies de développement⁹ en tant que partenaires actifs.
14. Compte tenu de la diversité des groupes de jeunes et de la spécificité de chaque contexte opérationnel, il convient de trouver un bon équilibre entre des formes de mobilisation flexibles et des formes structurées — entre les différents degrés de formalité, à savoir élevé dans les conseils de jeunes traditionnels et plus souple et plus libre au sein des réseaux et structures de communication entre pairs.

III. Pourquoi le FIDA doit-il adopter une approche en matière de mobilisation des jeunes?

A. Raison d'être

15. La mise en place d'une approche plus organisée concernant la collaboration avec les jeunes ruraux contribuera: i) à la mobilisation et au regroupement les revendications des jeunes au niveau communautaire, qui sont actuellement fragmentées, de sorte qu'ils puissent bénéficier d'économies d'échelle et renforcer leurs liens avec les niveaux national, régional et mondial ; ii) à une reconnaissance du caractère hétérogène de la jeunesse et de la nécessité de tenir compte de ses différentes voix. Ainsi que l'a déclaré l'un des participants aux consultations de jeunes, Fayrin Enrique Rivera Suarez, originaire du Nicaragua: "L'un des principaux défis auxquels se heurtent les jeunes au Nicaragua et en Amérique latine est d'être en mesure de créer des espaces de dialogue et de planification stratégique aux côtés des responsables des programmes de développement, des gouvernements et des décideurs politiques, afin qu'ils puissent avoir confiance dans la capacité des jeunes à innover dans le domaine de l'agriculture durable."
16. La mise en place d'une approche spécifique, dynamique et différenciée offrira une occasion unique: i) de structurer les revendications, aujourd'hui fragmentées, des groupes de jeunes à l'échelle locale, afin qu'ils puissent canaliser leurs idées de manière cohérente et les mettre au service de mécanismes de décision plus formels et qu'ils soient en mesure de se constituer en groupes de pression au "service du bien", en prônant la transformation des zones rurales; ii) de consolider les revendications des jeunes sous forme de savoirs et/ou de représentation afin d'éclairer le travail d'élaboration des programmes de pays, les initiatives régionales

⁹ La majorité des participants aux consultations régionales ont souligné ce besoin.

de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) et les débats institutionnels, y compris ceux menés par le Conseil d'administration et le Conseil des gouverneurs, et d'exploiter leur potentiel de sensibilisation par le truchement des organismes de jeunes existants tels que l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim et le Forum de la jeunesse du Conseil économique et social des Nations Unies.

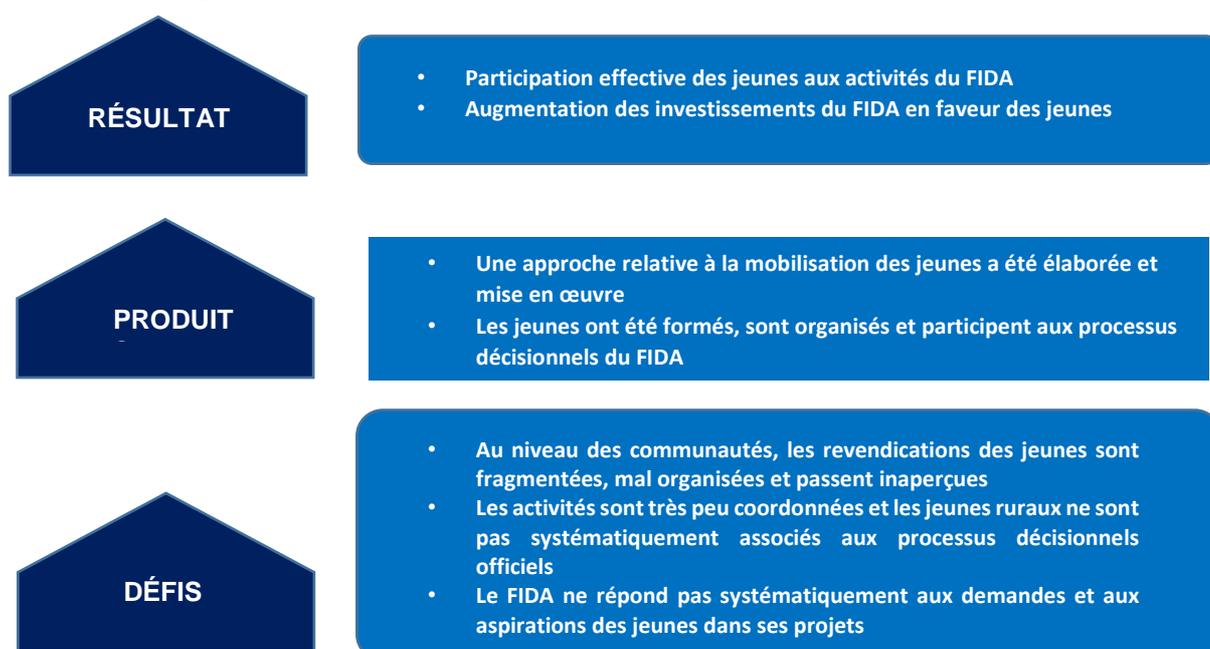
17. Aujourd'hui, alors que la crise liée à la COVID-19 fait rage et conformément à la stratégie de riposte y relative du FIDA, exploiter le potentiel des jeunes et écouter leurs revendications peut apporter une contribution inestimable aux programmes de pays. Il s'agirait là d'une situation bénéfique à la fois pour l'ensemble de l'écosystème et pour les différents acteurs concernés, qui permettrait en outre d'améliorer la qualité des investissements du FIDA et des pouvoirs publics en faveur de la jeunesse.

B. Théorie du changement

18. Dans le cadre de cette initiative, la théorie du changement s'appuie sur l'engagement formulé dans le Plan d'action en faveur des jeunes ruraux, à savoir contribuer efficacement à la réalisation des objectifs de développement durable 1, 2 et 8 en favorisant l'autonomisation sociale et économique des jeunes femmes et hommes vivant en milieu rural. Comme l'illustre la figure 2, les défis à relever sont les suivants: i) au niveau des communautés, les revendications des jeunes sont fragmentées, mal organisées et passent inaperçues; ii) les jeunes ne participent pas de manière coordonnée et systématique aux processus décisionnels officiels; iii) le FIDA doit améliorer sa réponse aux revendications et aux aspirations des jeunes dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités. Faire de la participation des jeunes ruraux une pratique courante fondée sur une approche spécifique, associée à des mesures de renforcement des capacités, permettrait de les impliquer efficacement dans les processus décisionnels du FIDA, d'accroître les investissements du Fonds en faveur des jeunes et de soutenir l'autonomisation socio-économique des jeunes ruraux, autant de résultats clés que la mise en œuvre du Plan d'action en faveur des jeunes ruraux devrait permettre d'obtenir, dans le cadre de FIDA11.

Figure 2

Théorie du changement



C. Fondement conceptuel des quatre scénarios

19. L'échelle de participation de Roger Hart¹⁰, qui prône une participation égale des adultes et des jeunes, a contribué à façonner les quatre scénarios d'actions visant à faire en sorte que les jeunes soient informés, consultés, se voient proposer des fonctions dirigeantes et puissent participer activement aux décisions.
20. Les travaux de Trivelli et Morel (2019) sur la participation des jeunes vue sous l'angle de la ruralité ont également étayé la réflexion qui a abouti à l'élaboration de scénarios dans lesquels les jeunes bénéficient d'interventions et de services spécifiques tout en jouant un rôle actif dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi ou l'évaluation de projets de développement, et en devenant des prestataires de services et des promoteurs de pratiques agricoles novatrices.

D. Quels rôles pour les jeunes ruraux?

21. Cette approche englobe toutes les possibilités de participation, selon lesquelles les jeunes peuvent jouer le rôle de bénéficiaires, de prestataires de services ou simplement d'ambassadeurs et de dirigeants locaux en assumant différentes fonctions à tous les niveaux de développement — du dialogue politique à la conception de programmes et de la mise en œuvre au suivi. On trouvera dans le tableau 1 ci-après des exemples de rôles et fonctions potentiels. En plus d'assumer les attributions et d'endosser les fonctions énoncées ci-après, les jeunes représentants élus seront tenus de veiller à ce que les jeunes qu'ils représentent soient entendus et devront rendre des comptes à leurs électeurs à cet égard.

Tableau 1

Rôles et fonctions des jeunes

	Consultation	Activités de conseil	de Collaboration	Prise de décision
Bénéficiaires	Exprimer des préoccupations et des aspirations	Recenser des pratiques et des activités à disséminer dans l'ensemble des programmes	Trouver des solutions et appuyer la conception d'activités dans le cadre de la CSST	Exprimer des préoccupations et des aspirations qui sont ensuite directement prises en compte dans les alternatives mises au point
Prestataires de services / co-exécuteurs	Mettre en commun les meilleures pratiques et les ressources	Fournir des conseils sur les innovations ayant fait leurs preuves en matière d'élaboration de solutions	Établir des partenariats avec des unités de gestion de projet ou de programme aux fins de la mise en œuvre des projets	Dans la mesure du possible, fournir des conseils et des recommandations qui seront intégrés dans les décisions
Ambassadeurs / leaders locaux	Fournir des informations en vue d'aider les équipes du FIDA à comprendre les problèmes, les options et les solutions	Fournir un retour d'information sur les analyses, les décisions et les stratégies	Participer aux consultations relatives aux programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) et s'associer à des actions de plaidoyer aux niveaux national, régional et mondial	Mettre en œuvre les décisions favorables aux jeunes

Adapté à partir de: Trivelli et Morel (2019) et Agence des États-Unis pour le développement international (2014).

¹⁰ L'échelle de participation (R.A. Hart [2013]) sert de typologie de départ pour penser la participation des jeunes aux projets, sa nature et sa finalité.

IV. Définir les quatre scénarios

22. Les consultations menées auprès des jeunes ont abouti à la définition de six critères permettant de déterminer le meilleur scénario possible, comme suit:
- i) Potentiel de mobilisation des jeunes au niveau communautaire en tant que partenaires actifs, et non pas seulement en tant que bénéficiaires;
 - ii) Ne pas faire de laissés-pour-compte — prévoir un cadre permettant d'éviter que les jeunes élites ne monopolisent le terrain et de se mettre en conformité avec les politiques du FIDA en ce qui concerne le ciblage de la pauvreté et les questions de genre et de peuples autochtones;
 - iii) Flexibilité — en vue de prendre des mesures différenciées au niveau communautaire, d'apporter des avantages concrets aux jeunes et de répondre aux questions relatives à la jeunesse dans le cadre d'actions politiques nationales, régionales et mondiales;
 - iv) Pragmatisme — exploiter et développer les initiatives de mobilisation des jeunes qui ont fait leurs preuves au niveau des projets;
 - v) Innovation — exploiter le potentiel d'innovation des idées des jeunes concernant les moyens de favoriser le progrès social et économique;
 - vi) Possibilité d'encourager les partenariats avec les mécanismes existants de mobilisation des jeunes et avec le secteur privé et les universités.
23. Le FIDA a donc étudié quatre scénarios en se fondant sur les considérations suivantes: i) les enseignements tirés et les principales observations; ii) les priorités définies dans la théorie du changement; iii) les critères définis par les jeunes (voir le tableau ci-avant).

A. Scénario 1: Créer un nouveau conseil consultatif de la jeunesse rurale

24. La création d'un nouveau conseil consultatif de la jeunesse rurale permettrait de mettre en place une structure participative en vue de la création de comités chargés de discuter des questions locales¹¹. Les conseils de ce type ont généralement des structures de gouvernance hiérarchiques formelles. Si un nouveau conseil devait être créé, il devrait être assorti d'objectifs, de fonctions et de critères de sélection clairs, ainsi que d'un cadre stratégique, d'un système de gouvernance et d'une feuille de route. Il aurait un certain nombre d'atouts, notamment celui de pouvoir établir: i) une ligne de gestion et des structures internes claires; ii) des dispositions appropriées en matière de coordination, de planification stratégique et de communication; iii) des responsabilités et des rôles opérationnels clairement définis pour les membres; iv) des fonctions et des structures qui seraient adaptées au FIDA.
25. Cette approche présente toutefois quelques lacunes eu égard à sa capacité de faire entendre les revendications au niveau communautaire. Si les conseils de jeunes se sont révélés être des moyens efficaces de promouvoir la participation des jeunes¹², ils ont tendance à avoir un champ d'action relativement restreint et à être largement situés au siège et, par conséquent, plus éloignés des réalités des jeunes¹³. Ils risquent donc d'engendrer une "élite de jeunes" qui ne sera pas nécessairement pleinement représentative de la jeunesse au niveau communautaire.

¹¹ H. Matthews (2001).

¹² Agence des États-Unis pour le développement international (2009).

¹³ Bureau d'évaluation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (2016), Refugees International (2019), UNESCO (2017), ONU-Habitat (2011).

B. Scénario 2: Collaborer avec les conseils de la jeunesse existants

26. Un certain nombre d'entités des Nations Unies ont déjà mis en place des conseils de la jeunesse dotés de comités qui pourraient participer à certaines activités du FIDA. Suivant un tel scénario, le FIDA s'associerait aux conseils de la jeunesse existants pour mener des activités communes et des actions de sensibilisation. Ainsi, le FIDA serait en mesure de collaborer immédiatement avec les représentants des jeunes, membres de conseils existants. En outre, le Fonds pourrait ainsi être à même de mieux connaître les questions relatives à la jeunesse, sous réserve que ces conseils puissent vraiment parvenir aux jeunes ruraux vivant dans la pauvreté de manière continue et répondre à leurs besoins, qui sont différents et évoluent constamment. Cette option pourrait être plus facile à mettre en œuvre que celle prévue dans le scénario 1, en ce qu'elle éviterait au FIDA de devoir se lancer dans un long processus de création de son propre conseil.
27. Dans ce scénario, le principal défi du FIDA consistera à garantir une mobilisation significative des jeunes au niveau communautaire. Les conseils existants en la matière ont tendance à se concentrer sur le dialogue politique, les activités de plaidoyer et d'autres initiatives politiques aux niveaux régional et mondial, qui débouchent rarement sur des actions sur le terrain. Une telle démarche va à l'encontre du souhait exprimé par les jeunes, à savoir accorder une attention particulière aux activités de terrain et aux organisations à assise communautaire, qui manquent cruellement dans les structures de participation des jeunes existantes.

C. Scénario 3: Maintenir une collaboration dynamique avec les plateformes et réseaux existants axés sur les jeunes

28. Dans le cadre du scénario 3, le FIDA s'engagerait dans des enceintes thématiques moins formelles, caractérisées par des relations souples¹⁴ et des structures horizontales résultant de la convergence plus ou moins spontanée de jeunes militants. Les membres exploiteraient le processus de mise en réseau pour en tirer des avantages, même si "c'est le fait d'avoir un objectif commun qui définit un réseau, et pas seulement la mise en réseau elle-même"¹⁵. Ces entités (réseaux, plateformes, forums, groupes de travail thématiques, etc.) peuvent être engagées de manière ad hoc, selon les modalités les plus appropriées à leur travail. Ce ne sont généralement pas des entités juridiques, mais plutôt des espaces d'apprentissage informels.
29. L'avantage de cette option réside dans sa flexibilité et dans le fait qu'elle peut être adaptée aux contraintes techniques propres à chaque contexte. En outre, le Fonds serait amené à nouer un dialogue avec un grand nombre de personnes ayant des expériences et des savoir-faire différents, en vue d'accroître le potentiel de sensibilisation et d'atténuer le risque de donner naissance à un groupe de jeunes uniquement issus de l'élite. L'inconvénient, c'est que les organisations éprouveraient des difficultés à mettre en phase ce scénario avec leur cycle de planification. En raison de la nature ponctuelle et modulable de ces réseaux, le FIDA pourrait difficilement établir un dialogue systématique avec les jeunes ruraux et les opérations de terrain structurées ne pourraient pas compter sur leur disponibilité pour mobiliser les jeunes ruraux et intégrer leurs revendications dans les programmes de travail. Ce scénario est moins adapté à une collaboration avec des jeunes ruraux difficiles à atteindre qui, sans appui, ne peuvent pas faire entendre leur voix. Il est également difficile d'établir des partenariats avec ces entités très informelles qui n'ont pas de structure juridique.

¹⁴ J.M. Bryson, B.C. Crosby et M.M. Stone (2006).

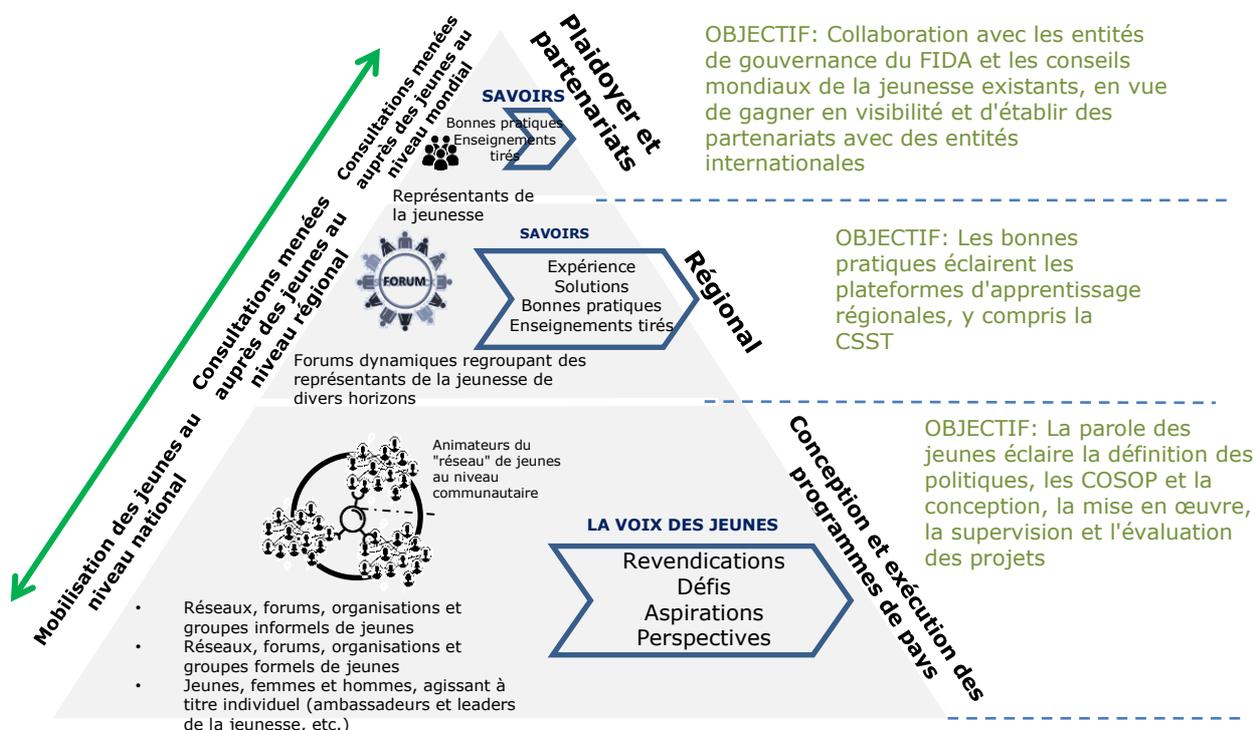
¹⁵ Terri Willard et Heather Creech (2006).

D. Scénario 4: Une approche à assise communautaire pour que la voix des jeunes soit entendue dans l'action menée

30. Selon le scénario 4, l'accent est mis sur le niveau communautaire — là où l'on observe actuellement les plus grandes lacunes en matière de mobilisation des jeunes. Les revendications, les aspirations, les difficultés et les solutions présentées par les jeunes seraient systématiquement prises en compte dans le cadre d'un dialogue dynamique axé sur les jeunes. Cette option permettrait de tirer parti des avantages associés au scénario 2 (collaboration avec les conseils de la jeunesse existants), puisque sa vocation hautement opérationnelle et son attachement au travail effectué sur le terrain seraient complétés par le travail des conseils mondiaux existants.
31. Comme l'illustre la figure 3, l'idée serait de regrouper les revendications fragmentées des jeunes au niveau communautaire et de promouvoir divers degrés de dialogue avec les jeunes à chacun des trois niveaux (local, régional et mondial), qui jouent des rôles différents en fonction de leurs intérêts et de leurs priorités. Les échanges les plus soutenus auraient lieu aux niveaux local et national, où des jeunes issus de différents milieux — y compris des jeunes difficiles à atteindre et des jeunes originaires de zones semi-rurales et périurbaines — partageraient des idées, des ressources et des expériences sur une base à la fois systématique et flexible, ce qui éclairerait tous les aspects du travail d'élaboration des programmes de pays et contribuerait à façonner l'approche, de façon à ce qu'elle corresponde au contexte propre à chaque cas.

Figure 3

Collaborer avec les jeunes par le truchement d'une approche communautaire



32. Si le scénario 4 était retenu, le Fonds serait amené à modifier la manière dont il collabore avec les jeunes dans le cadre des programmes de pays, de manière à

optimiser la participation des jeunes sans pour autant devoir créer de nouvelles structures. Étant donné la nature dynamique et flexible de ce scénario, il serait possible d'adapter cette approche pays par pays, tout en s'appuyant sur les bonnes pratiques existantes et en travaillant avec les entités liées à la jeunesse pour améliorer la qualité de l'exécution des programmes de pays axés sur les jeunes.

33. Selon ce scénario, les jeunes pourraient effectivement être entendus au niveau communautaire et leurs idées pourraient potentiellement être véhiculées dans l'espace rural afin de contribuer à la transformation des zones rurales, notamment par le truchement de nouvelles alliances de jeunes pour le développement ou de réseaux de praticiens. Il serait possible d'activer différents points d'entrée pour les jeunes tout au long des cycles de programmes de pays, chaque fois qu'un besoin ou une opportunité se présenterait.
34. Au niveau régional, des liens pourraient être établis avec les pôles en vue de contribuer à tirer parti des connaissances et des bonnes pratiques acquises sur le terrain pour éclairer la mise en œuvre des investissements. Les plateformes régionales telles que la CSST pourraient être mises à profit pour promouvoir l'apprentissage intrarégional et interrégional. On pourrait envisager de développer des synergies avec, d'une part, les réseaux régionaux et thématiques existants et, d'autre part, les ressources disponibles sur le Web¹⁶.
35. Les enseignements tirés concernant les solutions efficaces pour les jeunes constituent une base de données solide qui pourrait être diffusée au niveau mondial. Les exemples de projets menés avec succès par des jeunes pour les jeunes pourraient éclairer les délibérations du FIDA lors des réunions du Conseil d'administration et du Conseil des gouverneurs. La mise en relation avec des entités internationales dédiées à la jeunesse, telles que l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim, dont le siège se trouve à Rome, et le Conseil économique et social, offrirait une excellente occasion de mener des actions de plaidoyer communes sur les questions relatives à la jeunesse.
36. Le principal atout de cette option est qu'elle est fortement axée sur les activités à assise communautaire et qu'elle viendrait compléter les initiatives menées à long terme aux côtés des organismes régionaux et internationaux qui soutiennent les efforts déployés par les jeunes pour défendre les intérêts de la jeunesse. L'apprentissage continu permettrait d'éclairer la programmation du FIDA de manière à mieux servir les intérêts des jeunes et, à terme, d'internaliser davantage les capacités de programmation du FIDA en faveur des jeunes, tout en stimulant la mobilisation des groupes de jeunes engagés localement auprès du FIDA et des gouvernements.
37. Les principaux défis recensés dans le cadre du scénario 4 sont liés au fait que cette option constituerait une innovation majeure. Si le FIDA considère déjà l'intégration de la thématique transversale de la jeunesse comme une priorité, il devra progressivement internaliser cette approche dans sa structure décentralisée. Pour ce faire, les équipes de pays devraient étendre leur travail de sensibilisation et être davantage à l'écoute des jeunes, un processus qui nécessite du temps et de la patience. En outre, la situation d'urgence suscitée par la crise liée à la COVID-19 et les restrictions à la circulation des personnes qui en découlent poseront sans aucun doute de nouveaux défis. Pour faire face à ces difficultés dans le cadre de cette approche à assise communautaire, il a été envisagé de mettre en œuvre des stratégies telles que la numérisation des stratégies de mobilisation et de rassemblement des jeunes.

¹⁶ FIDAMERICA dans la région Amérique latine et Caraïbes, FIDAFRIQUE dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, Mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie et Pacifique, Réseau de partage de savoirs entre zones rurales interconnectées dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe et Portail des solutions rurales.

38. La mise en œuvre de cette option pourrait se faire en plusieurs étapes, en vue de permettre au personnel du FIDA de comprendre comment les pratiques mises en œuvre pour écouter les jeunes ruraux peuvent devenir un composant standard des activités liées aux programmes de pays. Elle pourrait être mise à l'essai dans cinq pays, un par région, afin de recenser et de gérer les lacunes ou les goulets d'étranglement qui pourraient être relevés avant d'engager des ressources supplémentaires pour poursuivre sa mise en œuvre durant FIDA12. L'évaluation de la mise à l'essai permettrait de tirer des enseignements et de démontrer la valeur de la contribution des jeunes dans le cadre d'un dialogue constructif menant à la transformation rurale.
39. À terme, les programmes de pays faciliteraient ainsi le maintien de la collaboration avec les jeunes dans le cadre de différents mécanismes à assise communautaire, au cours des cycles de projets et des processus de mise en œuvre. Cette pratique pourrait être encouragée, internalisée et systématisée afin de promouvoir le rôle stratégique que les jeunes sont en mesure de jouer en tant que partenaires actifs de la mise en œuvre des projets.

E. Suivi

40. Le suivi sera effectué dans le cadre du Plan d'action en faveur des jeunes ruraux. Son efficacité globale sera mesurée par rapport aux produits les plus pertinents et aux objectifs de résultats définis au titre du Plan d'action. Des systèmes de suivi institutionnels seront utilisés pour mesurer et contrôler les indicateurs associés, y compris les indicateurs du Groupe assurance qualité, qui sont destinés à garantir la qualité dès la phase de démarrage et sont utilisés pour établir le classement général de la maturité de la conception du programme/projet.

F. Estimation des coûts

41. On trouvera dans le tableau 2 ci-après une estimation des coûts liés à la mise en place du mécanisme pour chaque scénario, uniquement au titre de la première année de mise en œuvre. Les scénarios 1 et 2 se caractérisent par une approche globale dans laquelle la majeure partie des activités serait axée sur des fonctions de plaidoyer ou de conseil au niveau mondial en rapport avec les principaux mécanismes institutionnels. Le scénario 3 vise essentiellement à canaliser les ressources des jeunes pour les mettre au service des réseaux régionaux existants. Le scénario 4 repose sur une approche purement communautaire visant à combler une lacune majeure dans la mobilisation des jeunes au niveau local et la promotion de leur contribution aux programmes de pays.

Tableau 2
Estimation des coûts
(Coûts en millions d'USD)

	Scénario 1		Scénario 2		Scénario 3		Scénario 4	
	<i>Créer un nouveau conseil consultatif de la jeunesse rurale</i>		<i>Collaborer avec les conseils de la jeunesse existants</i>		<i>Participer aux réseaux et plateformes existants axés sur les jeunes</i>		<i>Adopter une approche à assise communautaire</i>	
Niveau mondial	Activités	30 000	Activités	5 000	Activités	5 000	Activités	5 000
Niveau régional	Activités	10 000	Activités	20 000	Activités	20 000	Activités	5 000
Niveau communautaire	Activités	5 000	Activités	5 000	Activités	5 000	Activités	35 000
Total		45 000		30 000		30 000		45 000

V. Conclusions et prochaines étapes

42. Une approche spécifique à la jeunesse est nécessaire pour permettre aux jeunes de contribuer directement aux travaux du FIDA à différents niveaux. Les jeunes qui ont été consultés ont clairement déclaré qu'ils étaient favorables à une approche

communautaire qui leur apporte des mesures concrètes et de réels avantages en tant que partenaires actifs du développement sur le terrain. Ils souhaitent également contribuer aux efforts régionaux et mondiaux de défense de certains idéaux qui pourraient apporter une valeur ajoutée à l'action communautaire.

43. Le scénario 4 offre une nouvelle façon de mobiliser et de regrouper les voix des jeunes au niveau communautaire et de les intégrer efficacement dans les processus décisionnels du FIDA. Cette option permettrait de combler une lacune majeure au niveau communautaire et de favoriser une participation pragmatique et organisée aux opérations du FIDA au niveau des pays. Elle permettrait également aux jeunes de se faire entendre aux niveaux régional et international, par le truchement des mécanismes décisionnels du FIDA ou des conseils, plateformes et forums de jeunes existants.

A. Élaboration et mise en œuvre d'une approche à assise communautaire

44. On trouvera à l'annexe 1 un résumé relatif à l'élaboration de l'approche à assise communautaire envisagée au titre du scénario 4, y compris ses composantes essentielles et ses modalités de mise en œuvre¹⁷. Parmi les éléments essentiels de cette approche, on peut citer la mobilisation et le regroupement des revendications des jeunes autour d'entités et de personnes autonomes et plus ou moins formelles; la mise à disposition d'espaces sûrs à l'intention des jeunes, axés sur l'apprentissage entre pairs et l'autonomisation, ainsi que de centres de ressources qui permettent à tous les jeunes de s'entendre sur la manière dont ils doivent être représentés dans les initiatives de développement.
45. La mise en œuvre se fera selon un schéma ascendant qui sera introduit progressivement, en commençant par un projet pilote dans cinq pays, qui sera ensuite progressivement étendu à d'autres pays après avoir été évalué. La mise en place de partenariats avec des organisations existantes notamment dirigées par des jeunes (par exemple, un mémorandum d'accord avec l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim, dont le siège est à Rome) sera poursuivie pour tirer parti des synergies entre les programmes et faciliter la représentation des jeunes ruraux dans les processus politiques et stratégiques. Le renforcement des capacités des jeunes sera une condition sine qua non de la réussite de cette initiative, de même que la prise en compte systématique des questions de genre et de diversité. L'internalisation de cette approche au sein du FIDA, associée à la mise en place de partenariats, permettra de la rendre plus pérenne.

B. Prochains jalons et étapes

46. Certaines étapes ont déjà été franchies jusqu'à présent, notamment:
- i) la mise au point de la note d'information (avril/mai 2020);
 - ii) les observations du Conseil d'administration du FIDA (mai 2020);
 - iii) l'élaboration de l'approche à assise communautaire (juin 2020)¹⁸.
47. Le Groupe de coopération pour l'évaluation (ECG) travaillera avec les coordonnateurs régionaux pour la jeunesse et les responsables de programmes de pays désignés pour:
- i) définir l'approche à assise communautaire et préparer la mise en œuvre de la phase pilote (octobre 2020-décembre 2021);

¹⁷ Le texte intégral du document est disponible sur demande.

¹⁸ Les discussions avec les principales parties prenantes sont toujours en cours et le document intégral relatif à l'approche sera donc affiné en tant que de besoin au cours des prochains mois.

- ii) procéder à une évaluation de la phase pilote, accompagnée d'une analyse coûts-avantages, avant son déploiement progressif dans d'autres pays (janvier 2022-2025).
48. ECG facilitera la mise en œuvre de l'approche aux côtés des partenaires de la jeunesse au niveau communautaire, qui désigneront, en leur sein, une personne chargée de coordonner la mobilisation. Les coordonnateurs régionaux pour la jeunesse soutiendront ECG en agissant comme des points de liaison chargés de la coordination interne des contributions des pôles au processus. Les responsables de programme de pays seront des interlocuteurs clés chargés de faire le lien entre, d'une part, les jeunes partenaires et, d'autre part, les bureaux de pays et les unités de gestion de projet du FIDA.
49. ECG s'appuiera sur le budget hors personnel pour financer ces activités. Une fois que l'initiative sera pleinement opérationnelle, ECG envisagera également de recourir à des dons pour soutenir davantage les jeunes acteurs actifs au niveau communautaire et systématiser leur participation aux processus décisionnels du FIDA. La mobilisation de fonds supplémentaires et le recours au cofinancement alloué par des États membres (y compris leur secteur privé) seront poursuivis en fonction des conditions propres à chaque pays.

Tableau 3

Activités achevées et étapes franchies**Activités achevées** **Avril 2020 - juin 2020 - ECG (équipe chargée des jeunes)**

- **Avril 2020**: Note d'information présentée au Comité de gestion des opérations.
- **Mai 2020**: Présentation au Comité exécutif de gestion pour examen.
- **Mai 2020**: Consultation en ligne auprès des membres du Conseil d'administration le 26 mai 2020.

Activités préparatoires **Juin 2020 - septembre 2020 - ECG (équipe chargée des jeunes)**

- **Juin-septembre 2020**: Note d'information (intégrant les observations du Conseil d'administration et les contributions émanant du Conseil de la jeunesse pour l'élimination de la faim) et élaboration du scénario 4 présenté au Conseil d'administration pour information.
- Mémoire d'accord conclu avec l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim, qui formalise les complémentarités et les synergies afin que les jeunes ruraux puissent mieux se faire entendre sur la scène internationale.
- Activités conjointes avec le Conseil de la jeunesse pour l'élimination de la faim.

Octobre 2020 - décembre 2021 - ECG (équipe chargée des jeunes) / pôles / bureaux de pays du FIDA / jeunes parties prenantes**Mise à l'essai, déploiement et lancement**

- **Octobre 2020**: ECG, les coordonnateurs des pôles et les jeunes parties prenantes entament des discussions pour convenir de la mise en œuvre.
- **Octobre/décembre 2020**: Mise en place d'alliances de jeunes au niveau local au service du développement dans les pays pilotes.
- **Janvier 2021**: Élaboration d'un plan de renforcement des capacités pour les jeunes membres des alliances.
- **Février/juin 2021**: Renforcement des capacités des représentants des alliances de jeunes à assise communautaire.
- **Juin/août 2021**: Lancement de l'approche à assise communautaire en faveur de la jeunesse.
- **Décembre 2021**: Évaluation de la phase pilote.
- **À partir de janvier 2022**: Extension progressive des éléments qui fonctionnent à d'autres pays.

Une approche à assise communautaire pour que la voix des jeunes soit entendue dans l'action menée (résumé du document de conception de l'approche)¹⁹

I. Composantes principales

A. Une approche ascendante

1. Cette approche facilitera la mise en place d'un mécanisme qui met en relation les jeunes femmes et les jeunes hommes au niveau communautaire et permettra de recueillir systématiquement les revendications, les aspirations, les défis et les solutions relatifs aux jeunes afin d'éclairer les programmes du FIDA. Ces jeunes, femmes et hommes, partageront des idées, des ressources et des expériences de manière à la fois systématique et flexible, et participeront aux activités du FIDA en tant que partenaires actifs.

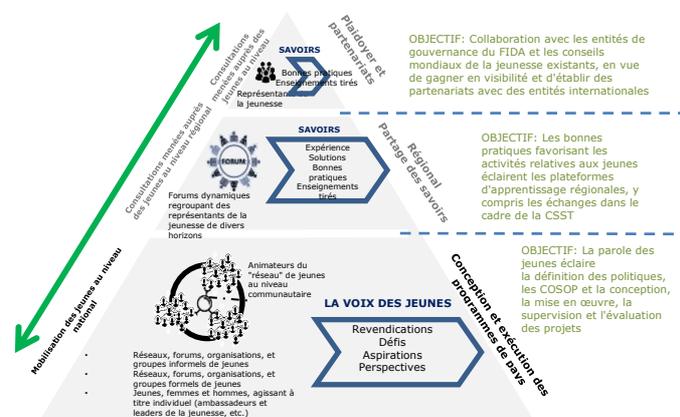


Figure 1. Cadre de l'approche à assise communautaire

2. L'adoption d'une approche ascendante permettra d'ouvrir le dialogue et de rendre le processus accessible à des jeunes d'origines très diverses, de manière à instaurer un cadre plus équitable et plus participatif. Les jeunes s'investiront davantage dans les activités mises en place pour progresser sur la voie du développement et se responsabiliseront mutuellement à cet égard : en effet, s'ils se sentent plus impliqués au niveau communautaire, ils seront en mesure de prendre en charge le développement de leur propre communauté et de leur pays. Ainsi, il sera possible de pérenniser les résultats à long terme tout en favorisant la modernisation des approches et des outils en puisant dans les réserves de capital humain et le vivier d'idées novatrices. Cette approche ascendante permettra d'exploiter toute la puissance des connaissances des jeunes et de faire tomber les cloisonnements.
3. Le fait de mettre les jeunes en contact leur donne également l'occasion de renforcer leurs capacités à s'engager auprès des institutions locales et du secteur privé. L'objectif n'est pas de créer de nouvelles structures, mais de s'appuyer sur les pratiques de collaboration existantes tout en adaptant l'approche au contexte de chaque pays et en accordant une attention particulière aux femmes rurales et aux autres aspects de l'intersectorialité pour ne laisser personne de côté.
4. Cette approche facilitera également la recherche et la création de liens avec les organisations de jeunes existantes aux niveaux régional et mondial (par exemple, l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim), la participation des jeunes aux processus politiques, ainsi que l'échange de savoirs et l'apprentissage dans le cadre de la CSST.

B. Cadre de l'approche à assise communautaire

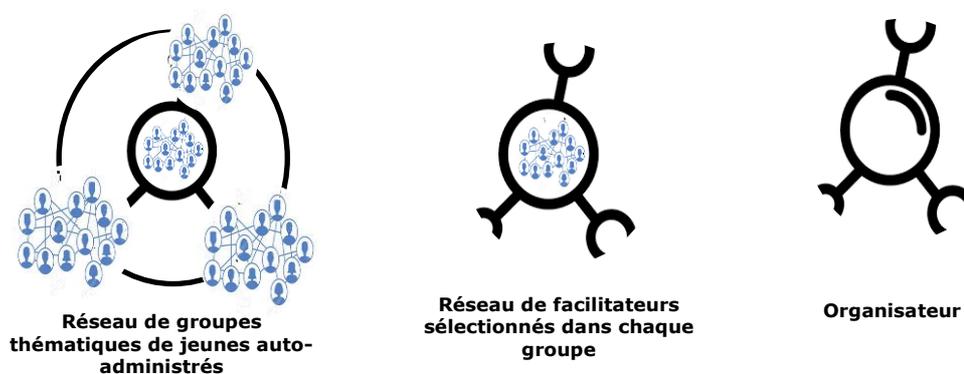
5. On trouvera à la figure 1 les principales composantes du cadre de mobilisation et de rassemblement : i) un réseau communautaire de groupes autonomes et auto-administrés et une organisation fédératrice; ii) trois niveaux de mobilisation des jeunes (national, régional et mondial).

¹⁹ Le texte intégral du document est disponible sur demande.

6. Le modèle d'organisation et de gouvernance ne peut pas être imposé, mais il devra plutôt être façonné par et avec les jeunes. Si le modèle de mobilisation et de rassemblement sera déterminé en fonction du contexte propre à chaque pays et sera également façonné par et avec les jeunes, certaines préférences sont ressorties lors des consultations menées auprès des jeunes, notamment:

- i) Des groupes thématiques et géographiques qui sont des espaces sûrs pour l'apprentissage entre pairs et l'autonomisation, et des centres de ressources au service de toutes les initiatives en faveur de la mobilisation des jeunes. Les membres décideront des questions à traiter dans leurs régions respectives afin de permettre l'adoption d'approches différenciées. Ils peuvent également rédiger une charte qui énonce leurs valeurs et objectifs communs.

Gaphique 2

Principales composantes du cadre de mobilisation et de rassemblement

- ii) Des critères de sélection des membres clairs qui favorisent l'inclusion et qui tiennent compte des différences entre les sexes (par exemple, la volonté de partager et de contribuer, l'âge, le lieu de résidence et de travail, l'activité liée à l'agriculture).
- iii) Une gouvernance partagée (c'est-à-dire une prise de décision décentralisée), où chacun a voix au chapitre et a la possibilité d'agir en fonction de ses compétences, dans un cadre fondé sur la confiance, des valeurs communes et des objectifs de groupe convenus.
- iv) Un choix de moyens de communication appropriés et accessibles à tous (par exemple, le téléphone, la radio, les médias sociaux et l'utilisation d'autres technologies de l'information et de la communication, en fonction du contexte).
- v) La sélection de facilitateurs qui peuvent assurer la liaison entre les groupes et le FIDA, garantissant ainsi un flux d'information à double sens.
- vi) La sélection participative²⁰ d'une organisation coorganisatrice en vue de soutenir l'opérationnalisation du mécanisme de participation à assise communautaire.
7. Une analyse de genre sera effectuée pendant la phase de mobilisation et sera d'une importance capitale pour éclairer la structure et les modèles et processus de gouvernance nécessaires pour relever les défis potentiels auxquels se heurtent les jeunes femmes (par exemple, le temps, la mobilité).

²⁰ L'entité organisatrice doit être mature et avoir une expérience suffisante (ou un engagement fort) dans le domaine de l'autonomisation des jeunes ruraux. La confiance jouera un rôle primordial, et une évaluation des capacités devra être entreprise.

C. Trois niveaux de mobilisation

8. Au niveau des pays, les jeunes s'engageront auprès du FIDA en tant que conseillers, prestataires de services et/ou bénéficiaires pour améliorer la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes (responsabilité des jeunes) et en tant que défenseurs des intérêts des jeunes ruraux dans les dialogues politiques nationaux.
9. Au niveau régional, les jeunes s'engageront auprès des pôles régionaux du FIDA à des fins d'échange de savoirs, d'apprentissage entre pairs sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et d'exploitation des plateformes régionales, de la CSST, des plateformes Web du FIDA²¹ et des forums de jeunes (par exemple le Forum des jeunes du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, le Forum agrojeunesse des Caraïbes) et participeront aux processus et consultations politiques.
10. Au niveau mondial, la collaboration des jeunes avec les entités de gouvernance du FIDA éclairera les décisions relatives aux investissements et aux politiques, et les jeunes auront la possibilité de contribuer, en utilisant leurs propres mots, aux dialogues multipartites mondiaux et de tirer parti des conseils mondiaux de la jeunesse (par exemple l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim).

II. Modalités d'exécution

11. Le mécanisme de mobilisation des jeunes sera mis en œuvre selon une approche ascendante et progressive (expérimentée dans cinq pays, avec évaluation et analyses coûts-avantages avant l'expansion). Ce mécanisme permettra de nouer des échanges horizontaux et verticaux, formels et informels, entre les jeunes, le FIDA et d'autres acteurs, depuis le niveau communautaire jusqu'au niveau mondial (figure 3).

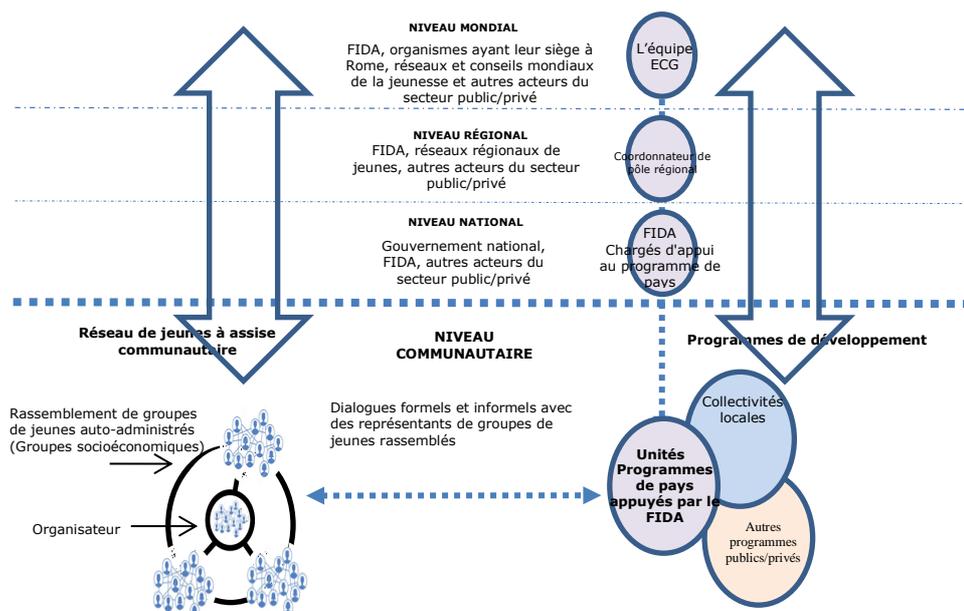


Figure 3. Échanges horizontaux et verticaux

A. Rôles du FIDA, des jeunes et d'autres acteurs²²

12. L'équipe de pays correspondante du FIDA soutiendra la mise en œuvre de l'approche dans chacun des pays où elle est mise à l'essai. Ces équipes collaboreront avec des groupes de jeunes dans le cadre d'activités de programme et faciliteront la participation des représentants de la jeunesse rurale aux

²¹ FIDAMERICA, FIDAFRIQUE, Mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie et Pacifique, Réseau d'accès pour la connaissance ayant comme but de favoriser l'interconnectivité en milieu rural, Portail des solutions rurales.

²² Une description détaillée des rôles de chaque partie prenante est présentée dans la version complète du document de conception.

processus politiques nationaux. Les pôles régionaux coordonneront les échanges de savoirs et veilleront à ce que les revendications des jeunes ruraux soient intégrées dans les programmes régionaux. L'équipe ECG chargée des jeunes appuiera tous les travaux préparatoires, établira des partenariats avec des organisations dirigées par des jeunes, des organismes ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires, et invitera les jeunes à apporter leur contribution aux entités dirigeantes du FIDA.

13. Les jeunes s'entendront sur des valeurs et des objectifs communs, ainsi que sur un modèle et des processus de gouvernance en vue de la sélection de facilitateurs et de canaux de communication permettant de répondre aux demandes du FIDA et d'autres organisations, et de la sélection de l'entité organisatrice. Aux niveaux national, régional et mondial, les jeunes qui ont été sélectionnés par ces groupes représenteront les intérêts des jeunes ruraux, femmes et hommes, dans les dialogues et les consultations sur les politiques, contribueront aux instruments de plaidoyer et aideront à tirer parti des plateformes, conseils et organisations faîtières d'agriculteurs existants dirigés par des jeunes, en fonction des besoins.
14. D'autres acteurs (gouvernements, organisations pour le développement, organismes ayant leur siège à Rome, secteur privé) sont susceptibles de s'engager de diverses manières auprès des réseaux de jeunes au niveau communautaire (voir le tableau ci-après).

Tableau 1
Participer aux réseaux de jeunes à assise communautaire

Niveau	FIDA	Jeunes	Autres acteurs
Communauté / National	<p>L'Unité de gestion du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • facilite et appuie la mobilisation, le rassemblement et le déploiement. <p>Le chargé de programme de pays</p> <ul style="list-style-type: none"> • collabore avec les unités de gestion du projet en vue d'appuyer la mise en place du mécanisme. • collabore avec des groupes de jeunes au sens large ou dans le cadre d'activités de programme particulières. • facilite les échanges avec les réseaux nationaux de jeunes existants pour leur permettre de prendre part aux processus politiques nationaux. 	<p>Les membres du mécanisme se mettront d'accord sur des objectifs communs, un modèle et des processus de gouvernance, participeront aux réunions et collaboreront avec le FIDA et d'autres entités, le cas échéant</p> <p>Les facilitateurs et les représentants sélectionnés seront chargés de:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) faciliter les échanges et la coordination entre les groupes; ii) diffuser les informations et les connaissances sur ce dont les jeunes ruraux ont besoin pour prendre part aux activités agricoles et agro-entrepreneuriales; iii) participer aux activités du FIDA et formuler des recommandations en fonction des besoins; iv) représenter les intérêts des jeunes ruraux dans les dialogues politiques nationaux. 	<p>D'autres institutions peuvent collaborer avec des réseaux de jeunes au niveau communautaire et ce, à différents niveaux et de différentes manières:</p> <ul style="list-style-type: none"> • en invitant les jeunes à partager leurs points de vue sur le développement agricole, la création d'emplois, l'entrepreneuriat agricole, etc. • en concluant des contrats avec les jeunes pour tirer parti de leur expertise. • en utilisant le réseau pour diffuser des informations qui pourraient être utiles à la jeunesse rurale. <p>Les plateformes et réseaux régionaux et mondiaux dirigés par des jeunes peuvent également faire appel au réseau de jeunes au niveau communautaire pour les aider à faire entendre leur voix dans des espaces multipartites.</p>
Régional	<p>Le coordonnateur du pôle régional</p> <ul style="list-style-type: none"> • assure la liaison avec l'équipe ECG chargée des jeunes et coordonne les contributions des pôles au processus. • veille à ce que les jeunes aient leur mot à dire dans les programmes des mécanismes régionaux et la possibilité de participer aux programmes de CSST. 	<p>Les représentants sélectionnés seront chargés de: i) partager les enseignements tirés et les bonnes pratiques acquises au niveau communautaire; ii) participer à des échanges de connaissances entre jeunes; iii) représenter les intérêts des jeunes ruraux dans les dialogues politiques régionaux et les consultations régionales; iv) contribuer aux instruments de plaidoyer.</p>	
Mondial	<p>Les équipes ECG chargées de la jeunesse</p> <ul style="list-style-type: none"> • facilitent la mise en œuvre de l'approche progressive aux différents niveaux. • Travaillent en étroite collaboration avec les coordonnateurs régionaux, les responsables de l'inclusion sociale et les responsables des programmes de pays, et les soutiennent (supervisent tous les travaux préparatoires). • invitent les jeunes à apporter leur contribution aux entités dirigeantes du FIDA ou à des manifestations mondiale de plaidoyer, autant que nécessaire. 	<p>Les représentants sélectionnés seront chargés de: i) partager les enseignements tirés et les bonnes pratiques acquises au niveau communautaire; ii) représenter les intérêts des jeunes ruraux dans les organes de gouvernance du FIDA et dans les dialogues politiques mondiaux; iii) contribuer aux instruments de plaidoyer.</p>	

B. Étapes de mise en œuvre

15. **Mise en place de l'approche relative à la mobilisation des jeunes (octobre 2020-décembre 2021):**
 - i) Dresser un état des lieux des jeunes femmes et hommes et des organisations de jeunesse dans les pays où sont menés des projets pilotes et les mobiliser, en procédant notamment à une analyse de genre et à la sélection participative d'une entité organisatrice.
 - ii) Les jeunes mobilisés entament le processus de mise en place de leur mécanisme collectif avec le soutien de partenaires locaux et nationaux et s'accordent sur les flux de travail et les procédures.
 - iii) Les capacités des jeunes, de l'entité organisatrice et du personnel du projet sont évaluées à la lumière des rôles qu'ils joueront. Un plan de renforcement des capacités est élaboré en tenant compte de la situation des jeunes ruraux, en particulier des jeunes femmes, et de leurs contraintes potentielles (temps, mobilité, par exemple).
 - iv) Aux niveaux régional et mondial, état de lieux et relevé des synergies avec des organisations pouvant être exploitées à des fins d'échange de connaissances entre jeunes (CSST) et de plaidoyer; développement de partenariats (par exemple, mémorandum d'accord avec l'Alliance des jeunes pour l'élimination de la faim)²³ et de produits du savoir; renforcement des capacités des représentants de la jeunesse pour soutenir leur participation significative aux consultations et aux processus politiques.
16. **Évaluation de la phase pilote (décembre 2021) et expansion (janvier 2022):**
 - i) L'évaluation sera basée sur des indicateurs en accord avec le Plan d'action en faveur des jeunes ruraux et éclairée par les jeunes. Elle comprendra une analyse coûts-avantages visant à trouver les moyens les plus efficaces de procéder à l'expansion de l'approche et à déterminer les retombées sociales et économiques des investissements.
 - ii) La stratégie d'expansion s'appuiera également sur les contributions d'autres plateformes de jeunes qui seront des alliées essentielles dans le déploiement de cette approche dans d'autres pays.

C. Durabilité

17. Plusieurs facteurs concourent à la durabilité institutionnelle, notamment: un sentiment d'appropriation et de confiance, le volontariat, la compréhension des avantages du rassemblement (par exemple, le capital social, l'accès aux ressources), la capacité des facilitateurs d'établir des liens avec les groupes avec lesquels ils travaillent et la présence d'un organisateur fiable et compétent.
18. Sur la base des enseignements tirés de la phase pilote, la mobilisation des jeunes ruraux sera intégrée dans toutes les directives opérationnelles du FIDA afin que les programmes du Fonds répondent plus efficacement aux besoins des jeunes ruraux.
19. La viabilité financière sera fondée sur la mise à disposition de ressources humaines par l'institution hôte, les possibilités d'obtenir des dons du FIDA, des cofinancements émanant de partenaires et des campagnes de financement participatif. En outre, le renforcement des capacités et l'encadrement des jeunes, destinés à les aider à élaborer des plans d'activité aboutis, augmenteront leurs possibilités d'accès au financement (par exemple, le Fonds d'investissement pour

²³ Au nombre des domaines de collaboration figurent l'état des lieux des organisations de jeunes, l'examen par les pairs des documents stratégiques, les produits du savoir et les activités de plaidoyer.

l'entrepreneuriat agricole, les fonds fiduciaires du secteur privé et d'autres fonds privés).

D. Suivi

20. Le suivi sera effectué dans le cadre des produits et des objectifs de résultats du Plan d'action en faveur des jeunes ruraux tels qu'énoncés dans le domaine d'action 4 dudit Plan. Les systèmes de suivi institutionnel existants seront utilisés pour mesurer et contrôler les indicateurs associés, tandis que des consultations avec les jeunes ruraux auront lieu tout au long du cycle du projet et seront intégrées dans le processus de retour d'information opérationnel du FIDA.

Cadre logique et budget

Résultats et produits	Indicateurs (Tous les indicateurs doivent être calculés sur une base ventilée par sexe)	Moyens de vérification
<p>Résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> Participation effective des jeunes ruraux, femmes et hommes, aux activités et aux processus décisionnels du FIDA (lié au domaine d'action 4 du Plan d'action en faveur des jeunes ruraux). 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de contributions incluses dans les processus décisionnels du FIDA au siège, dans les pôles et au niveau des pays. Pourcentage de projets axés sur les jeunes ayant obtenu les meilleures notes du Groupe assurance qualité²⁴ 	<ul style="list-style-type: none"> Examens du COSOP et de la note de stratégie de pays. Systèmes de suivi-évaluation des risques au niveau des projets. Notes attribuées par le Groupe assurance qualité. Rapports relatifs à la mobilisation des jeunes au niveau communautaire.
<p>Produits</p> <ul style="list-style-type: none"> L'approche relative à la mobilisation des jeunes au niveau communautaire a été lancée. Les femmes et hommes vivant en milieu rural ont été formés et sont organisés. Le personnel du FIDA et ses partenaires d'exécution sont en mesure de collaborer avec les jeunes ruraux. Les jeunes ruraux participent activement aux mécanismes régionaux et mondiaux (par exemple, par le truchement de partenariats avec des organisations dirigées par des jeunes). De nouveaux partenariats ont été établis. Des connaissances fondées sur des données probantes sont produites. 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de jeunes mobilisés et engagés dans le mécanisme à assise communautaire (% de jeunes ruraux / jeunes périurbains et urbains). Nombre de jeunes ruraux formés / comment les nouvelles compétences et capacités ont bénéficié aux jeunes individuellement et collectivement. Nombre de membres du personnel du FIDA et des partenaires d'exécution formés. Nombre de jeunes ruraux qui ont participé à des processus régionaux et mondiaux. Nombre de partenariats nouveaux ou renforcés. Nombre de produits du savoir mis au point. 	<ul style="list-style-type: none"> Note d'information et élaboration d'une approche communautaire validée par le Conseil d'administration du FIDA. Plateforme en ligne dédiée aux jeunes agissant au niveau local. Documents relatifs à la structure et aux processus de gouvernance du mécanisme à assise communautaire. Accord entre le mécanisme à assise communautaire et le FIDA. Enquêtes relatives à la formation. Produits du savoir. Mémoire d'accord.

²⁴ Par rapport aux notations de 2019 et 2020.

Version révisée du budget²⁵ (basée sur le scénario 4 et certains éléments du scénario 2)

<i>Niveaux</i>	<i>Activités</i>	<i>Budget en millions d'USD</i>
Communauté / National	État des lieux et mobilisation d'entités de jeunes ruraux ciblées et regroupées.	8 000
	Mise en place d'alliances de jeunes au niveau local dans cinq pays du projet pilote et détermination de l'organisation hôte/l'entité organisatrice.	10 000
	Renforcement des capacités (évaluation, plan, exécution), y compris des modules de formation en ligne.	10 000
	Collaboration avec les programmes de pays aux niveaux local et national, combinée à la supervision et au soutien à la mise en œuvre (voyages).	7 000
Total		35 000
Régional	Activités préparatoires en vue de la création d'alliances au niveau régional et liaison avec les coordonnateurs des pôles.	2 000
	Participation à des échanges de connaissances et de bonnes pratiques sur le terrain, à l'apprentissage intrarégional et interrégional basé sur la CSST et à une sélection d'activités relatives au plaidoyer et aux produits du savoir.	8 000
Total		10 000
Mondial	Soutien à la participation des jeunes à des activités conjointes de plaidoyer et de communication, ainsi qu'à l'établissement de partenariats et à la coordination d'activités conjointes.	5 000
Total		5 000
TOTAL		50 000

²⁵ Remarque: le budget ne comprend pas l'évaluation de l'approche.

References

- Bryson, J. M., Crosby, B. C., & Stone, M. M. (2006).** *"The design and implementation of cross-sector collaborations: Propositions from the literature"*, Public Administration Review, 66, 44-55.
- Global Donor Platform for Rural Development (2018).** *"Donor Engagement with Rural Youth"*. Prepared by Maria Lee.
- UNHCR Global Youth Advisory Council (2017).** *"Recommendations to the Programme of Action for the Global Compact on Refugees"*.
- Evaluation Office of UNEP (2016).** *"Terminal Evaluation of the 2nd Long- Term Strategy on Engagement and Involvement of Young People in Environmental Issues (Tunza Strategy)"*.
- Hart, R. A. (2013).** *"Children's Participation: The Theory and Practice of Involving Young Citizens in Community Development and Environmental Care"*, Routledge.
- IFAD (2001).** *"Participatory approaches for an impact-oriented project cycle: strengthening the impact orientation of IFAD's project cycle"*.
- IFAD (2009).** *"Community-driven development decision tools for rural development programmes"*.
- IFAD (2016).** *"Strategic Framework 2016-2025. Enabling inclusive and sustainable rural transformation"*.
- IFAD & World Bank (2017).** *"Rural Youth Employment"*. The paper was commissioned by the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development as an Input Document for the G20 - Development Working Group.
- IFAD (2019).** *"Rural Development Report. Creating Opportunities for Rural Youth"*.
- Independent Office of Evaluation of the International Fund for Agricultural Development (IOE) (2018).** *"Building partnerships for enhanced development effectiveness – a review of country-level experiences and results. Evaluation synthesis"*.
- IFAD (2020).** *"IFAD's Operational Response to COVID-19"*.
- IOE (2019).** *"Evaluation synthesis. Community-driven development in IFAD-supported projects"*, Approach paper.
- Kapucu N. & Garayev V. (2014).** *"Structure and Network Performance: Horizontal and Vertical Networks in Emergency Management"*, Administration & Society, July 2014.
- Matthews H. (2001).** *"Citizenship, Youth Councils and Young People's Participation"*, Journal of Youth Studies, 4:3, 299-318.
- Matthews H. & Limb M. (2003).** *"Another white elephant? Youth councils as democratic structures"*, Space and Polity, 7:2, 173-192.
- OECD (2018).** *"The future of rural youth in developing countries: Tapping the potential of local value chains"*
- PROCASUR (2019).** *"Gobernanza Territorial y Redes de Juventud Rural"*.
- Provan K.G. & Kenis P. (2008).** *"Modes of Network Governance: Structure, Management, and Effectiveness"*, Journal of Public Administration Research and Theory, April 2008.
- Refugees International (2019).** *"Promoting Refugee Participation in the Global Refugee Forum: Walking the Walk"*.
- Trivelli & Morel (2019).** *"Rural youth inclusion, empowerment and participation"*. Background paper for the IFAD 2019 Rural Development Report.
- UN General Assembly (1989).** *"United Nations Convention on the Rights of the Child"*.
- UN-HABITAT (2011).** *"Evaluation of the UN-HABITAT Youth Programme & Urban Youth Fund"*.
- UNDESA (2003).** *"Youth participation in decision making"*. In World youth report, 270-288.
- UNESCO (2017).** *"Conclusions of the Youth Forum. Youth Engaging with UNESCO"*.

USAID (2009). *"Youth Councils: An Effective Way to Promote Youth Participation"*.

USAID (2014). *"Youth Engagement in Development: Effective Approaches and Action-Oriented Recommendations for the Field"*.

Willard, T. & Creech, H. (2006). *"Sustainability of international development networks: Review of IDRC Experience (1995-2005)"*, Manitoba, Canada: International Institute for Sustainable Development.

White B. (2019). *"Rural youth, today and tomorrow"*. Background paper for the IFAD 2019 Rural Development Report.

Youth Council to the Rome-Based Agencies Modalities, (2019).